

Les taxis-motos de l'air de métropolitaine de Port-au-Prince en 2015

Carline JOSEPH DUVAL, doctorante,
encadrée par Georges Eddy Lucien (CRAPU)

Introduction

Dans l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince (AMP), les taxis-motos répondent aux besoins d'une offre de transport déficitaire par rapport à la demande. Ils sont une solution aux problèmes de mobilité urbaine et de l'emploi informel mais devient du jour au lendemain, une menace de la désorganisation spatiale du territoire.

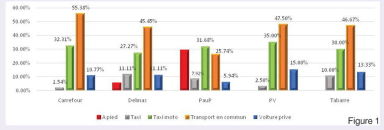


Figure 1

Méthodologie

Les données d'une enquête tenue en 2015 auprès des étudiants de l'Université d'État d'Haïti, de l'Université Quisqueya et des chauffeurs de taxis-motos nous ont permis d'analyser l'impact de cette nouvelle activité sur le secteur informel de transport. À L'Étape I : La méthode d'échantillonnage proportionnelle à la taille a été retenue, soit 5% du total et 370 étudiants ont été retenus. À L'Étape II : Pour la réalisation des entretiens avec les mototaximen, un échantillon de 458 points de stationnement des taxis-motos ont été sélectionnés afin d'être géoréférencés.

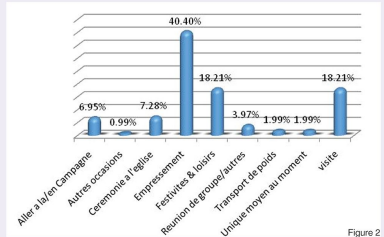


Figure 2

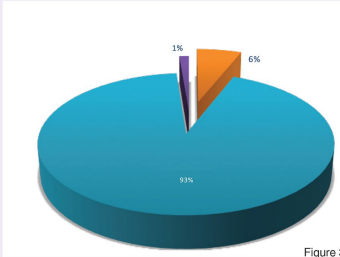


Figure 3

Idee Forte

TAXI-MOTO DANS L'AMP : transport dépanneur, source de revenus et de déstructuration du territoire.

Résultats

- 1 Les taxis-motos concurrencent les autres modes de transport en commun traditionnels (Figure 1).
- 2 L'empressement se place au premier rang comme motif d'utilisation des taxis-motos (Figure 2).
- 3 Dans plus de 90% des cas, il existe au moins une station de taxi-moto dans la zone de résidence des étudiants interviewés (Figure 3).
- 4 L'éparpillement des multiples points de stationnement et d'arrêt des motocyclettes soulèvent des problèmes de gestion urbaine. (Carte 1).

Discussion et conclusion

Les résultats apportent un nouvel éclairage sur les enjeux d'un service utile, générateur d'emploi et source d'externalités négatives en matière de transport.

Les taxis-motos est une activité économique exercée par les jeunes et un moyen rapide pour les déplacements.

La régulation de cette activité permettrait de conserver les effets positifs tout en atténuant ses impacts négatifs sur la qualité de vie urbaine.

